

## ActionAid International: regard sur la responsabilité



par Magdalena Anna Kropiwnicka, conseillère lutte contre faim et politique alimentaire,  
ActionAid International

### **Quel est l'impact d'ActionAid dans le processus de renforcement de la responsabilité des gouvernements nationaux?**

ActionAid a soutenu l'élaboration et la mise en oeuvre de l'approche fondée sur les droits qui sont au coeur du concept simple que la lutte contre la faim et la pauvreté passe uniquement par le renforcement des communautés locales et la responsabilité accrue à tous les niveaux de gouvernance. Notre stratégie, *Les Droits pour éradiquer la pauvreté*, signifie que « nous croyons que les pauvres et les personnes exclues sont les principaux agents du changement. La pauvreté et l'injustice ne peuvent être éradiquées que s'ils sont capables de prendre en charge leurs vies et de revendiquer leurs droits pour un changement ». La traduction de notre stratégie dans un travail sur les droits à l'alimentation a nécessité de se concentrer sur la mise en oeuvre des « Directives volontaires sur le droit à l'alimentation » en facilitant une série de formation sur ce droit ainsi que des évaluations dans nombre de pays, en complément de notre soutien à la mobilisation et à l'organisation politique des mouvements de base de la société civile notamment au travers des réseaux nationaux de sécurité alimentaire. Favoriser une plus grande participation des acteurs de la société civile dans les débats nationaux sur la sécurité alimentaire, la faim ou les lois et les politiques sur la sécurité biologique représentent l'une des nombreuses dimensions destinée à accroître la responsabilisation des gouvernements nationaux. Malheureusement, dans beaucoup de pays l'espace pour la participation de société civile dans les discussions nationales sur la sécurité alimentaire reste très limité. Nous espérons que l'AICF puisse jouer ce rôle de faciliter un tel dialogue parmi les donateurs, la société civile, les ONG et le gouvernement au niveau national. Au niveau international, nous espérons fortement que le Comité (réformé) de la Sécurité alimentaire mondiale offrira des possibilités accrues pour la mise en oeuvre des Directives volontaires sur le droit à l'alimentation.

### **Les OSC/ONG doivent-elles se sentir responsables de la hausse du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde ? Est-ce juste l'échec des gouvernements et des organisations internationales ou les OSC/ONG ont-elles aussi connu de mauvais résultats dans la sensibilisation du public sur la question de la responsabilité pour une meilleure gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale?**

La crise des prix des denrées alimentaires en 2008, suivie de la crise financière, pointe des décennies de négligence relative à la sécurité alimentaire. ActionAid ainsi que beaucoup d'autres organisations avait essayé de sensibiliser sur la chute sévère des niveaux de l'APD dédiée à l'agriculture et sur le démantèlement systématique des filets de protection sociale tout au long des années 90. Le chiffre choquant d'un milliard d'affamés, selon des estimations prudentes, a semble-t-il attiré l'attention de la communauté internationale sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable. Les ONG et le OSC traversent des moments difficiles en divisant leurs maigres ressources entre les programmes et le plaidoyer et elles ne peuvent pas concurrencer les ressources et l'influence du secteur privé.

**Quels mécanismes utilisez-vous dans votre organisation pour évaluer et pour contrôler votre propre responsabilité vis-à-vis des bénéficiaires? Quelles leçons avez-vous tirées de votre expérience en faisant face à ce sujet?**

Nous avons développé un certain nombre de méthodologies participatives pour guider notre travail et pour accroître la responsabilité de l'organisation envers les titulaires de droits. Nous croyons que cette responsabilisation reflétant les préoccupations de la base est au coeur de notre légitimité.

Nous prenons les points de vues des titulaires de droits comme le fondement de notre travail et ils sont au coeur de notre Système de planification, d'Apprentissage et de Responsabilité (ALPS) ou l'examen participatif et le processus de réflexion (PRRP) constituent un élément central de chacun de nos projets ou programmes pays. En outre, nous employons des méthodologies participatives puisqu'elles améliorent le soutien aux communautés aspirant à modifier les structures du pouvoir qui les maintiennent dans la pauvreté et les rendent vulnérables.

[www.actionaid.org](http://www.actionaid.org)